

ALERTE OTAN !

Belgique- België
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN
N°53 - 2ème trimestre 2014

Sommaire

—DOSSIER UKRAINE

P2 - Le nouveau Rideau de Fer

P5 - Des néo-nazis ont voulu s'emparer d'une centrale nucléaire

—IRAK 2003 - 2014

P6 - La balkanisation de l'Irak

P7 - Les forces US ont lancé des armes à uranium

—EN BELGIQUE

P8 - La majorité des Belges ne veut pas des nouveaux avions de combat

P9 - Jeunes Djihadistes belges en Syrie, héros d'une révolution ?

—EVÈNEMENTS

P10 - Sarajevo Peace Event 2014, un événement ambigu

P12 - Commemoration de la tragédie de Hiroshima et de Nagasaki

Editorial

Sommet de l'OTAN 2014 : Comment garder la maîtrise de la plus grande machine de guerre de l'histoire ?

Un sommet de l'OTAN, réunissant les chefs d'Etat des pays membres de l'Alliance et divers pays partenaires, se tiendra en septembre au Pays de Galles (Grande Bretagne). Selon Rasmussen, son secrétaire général, on y discutera notamment des grands succès des partenariats, de la réussite des opérations militaires en Afghanistan, du resserrement des liens euro-atlantiques, des perspectives infinies de la « smart defence », la défense intelligente, de l'harmonisation et du partage des capacités militaires des différents pays membres. Notre ministre de la Défense, Pieter De Crem clairotte que l'OTAN est en mesure de reproduire dans d'autres pays la très efficace opération militaire en Libye.

Mais, dans le reste du monde, l'Alliance Atlantique rencontre des résistances inattendues. De nouvelles alliances économiques, sociales et militaires entre pays se créent ou se renforcent. Au Moyen-Orient, la Syrie résiste aux assauts les plus sauvages de l'internationale djihadiste et la population et le gouvernement Assad ont renversé le rapport de forces. La Russie a tiré les

leçons de la guerre de Libye et maintient son soutien tant à l'Iran qu'à la Syrie. Les avancées tentaculaires de l'OTAN se heurtent à son opposition. Moscou refuse l'annexion de l'Ukraine par l'UE et l'OTAN. Kiev a permis à des formateurs otaniens de réorganiser son armée, elle a envoyé des troupes participer aux guerres de l'OTAN et lui a permis d'établir un quartier général à Kiev. Mais aujourd'hui, le partenariat avec la Russie est gelé et les bras de fer rappelant l'époque de la Guerre froide se multiplient. Le « partenaire » d'hier redevient l'ennemi à abattre.

L'OTAN ne parvient pas à imposer ses « normes » même après une victoire militaire. La débandade de l'armée irakienne face aux djihadistes venus de Syrie montre que le régime mis en place par l'Occident ne bénéficie d'aucune assise populaire. Un tel scénario pourrait se reproduire très bientôt en Afghanistan, à moins que Karzai ou son successeur Abdullah Abdullah ne choisisse de s'allier à l'Iran ou d'intégrer l'Organisation de Shanghai.

L'OTAN échoue à devenir le gendarme

Le nouveau Rideau de Fer

Les dirigeants de l'OTAN sont actuellement en train de se livrer à une mascarade en Europe qui vise à ériger un nouveau rideau de fer entre la Russie et l'Occident.

Avec une étonnante unanimité, les dirigeants de l'OTAN feignent d'être surpris par des événements qu'ils avaient planifiés des mois à l'avance. Des événements qu'ils ont délibérément déclenchés sont présentés comme une « agression russe » soudaine, imprévue et injustifiée. Les États-Unis et l'Union européenne se sont lancés dans une provocation agressive en Ukraine dont ils savaient qu'elle forcerait la Russie à réagir de manière défensive, d'une façon ou d'une autre.

Ils ne pouvaient pas savoir exactement comment le président russe Vladimir Poutine réagirait lorsqu'il verrait que les États-Unis étaient en train de manipuler les conflits politiques en Ukraine pour installer un gouvernement pro-occidental décidé à rejoindre l'OTAN. Il ne s'agissait pas d'une simple question de « sphère d'influence » dans le « voisinage immédiat » de la Russie, mais d'une question de vie ou de mort pour la marine russe, ainsi que d'une grave menace à sa sécurité nationale sur ses frontières.

Un piège a ainsi été tendu à Poutine. Quoi qu'il fasse, il serait perdant. Soit il ne réagirait pas assez, et trahirait les intérêts nationaux fondamentaux de la Russie, en permet-

tant à l'OTAN de positionner ses forces hostiles dans une position d'attaque idéale. Soit il réagirait de manière excessive, en envoyant des forces russes envahir l'Ukraine. L'Occident y était préparé, prêt à hurler que Poutine était « le nouvel Hitler », sur le point d'envahir une pauvre Europe sans défense qui ne pouvait être sauvée (une fois de plus) que par ces généreux Américains.

En réalité, la réponse défensive russe était une solution intermédiaire très raisonnable. Grâce au fait que l'écrasante majorité des habitants de la Crimée se sentait Russe, ayant été des citoyens russes jusqu'à ce que Khrouchtchev attribue de façon frivole ce territoire à l'Ukraine en 1954, une solution pacifique et démocratique fut trouvée. Les Criméens ont voté pour leur retour à la Russie lors d'un référendum qui était parfaitement légal selon le droit international, mais en violation de la Constitution de l'Ukraine, laquelle était alors en lambeaux, ayant juste été violée par le renversement du président dûment élu du pays, Victor Ianoukovitch, renversement facilité par des milices violentes. Le changement de statut de la Crimée a été obtenu sans effusion de sang, par les urnes.

Néanmoins, les cris d'indignation de l'Ouest furent tout aussi hystériques et agressifs que si Poutine avait soumis l'Ukraine à une campagne de bombardement à l'américaine, ou avait carrément envahi le pays – chose qu'on attendait peut-être de sa part.

Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry a dirigé le

Suite Editorial

du monde, mais en est d'autant plus dangereuse pour les peuples du monde. Elle poursuit sa politique belliqueuse en encerclant des pays qui n'approuvent pas la politique occidentale tels la Russie, la Chine, le Venezuela et l'Amérique Latine, l'Iran. L'OTAN organise une série de guerres ouvertes, - Afghanistan, Irak, Libye, Somalie, ou plus secrètes, tel l'Iran, la Syrie, etc. L'Alliance participe à l'installation du « bouclier anti-missile » et maintient sa stratégie du « droit à la première frappe », développe une modernisation forcée de tous les systèmes d'armes sur terre et dans l'espace.

Une grande mobilisation populaire internationale se prépare au Pays de Galles pour refuser cette politique de l'OTAN. Le CSO participera au contre-Sommet en affirmant ses positions : la suppression du bouclier anti-missile, le désarmement nucléaire en Europe, l'arrêt des guerres de l'OTAN, la suppression des partenariats, la Belgique hors de l'OTAN, la dissolution de l'OTAN.

Alerte OTAN

chœur d'indignation des bien-pensants en accusant la Russie de choses dont son propre gouvernement est coutumier. « On ne peut pas envahir un autre pays sous un prétexte bidon pour faire valoir ses intérêts. Il s'agit d'un acte d'agression sous des prétextes montés de toutes pièces », pontifia Kerry. « C'est vraiment un comportement du 19^e siècle au 21^e siècle ». Au lieu de rire face à cette hypocrisie, les médias, politiciens et commentateurs américains ont repris avec zèle le thème de l'agression expansionniste inacceptable de Poutine. Les Européens, obéissants, leur ont faiblement fait écho.

Tout avait été planifié à Yalta

En septembre 2013, l'un des plus riches oligarques de l'Ukraine, Viktor Pinchuk, finança une conférence stratégique d'élites sur l'avenir de l'Ukraine qui s'est déroulée dans le même Palais à Yalta, en Crimée, où Roosevelt, Staline et Churchill s'étaient réunis pour décider de l'avenir de l'Europe en 1945. Parmi les médias spécialisés qui rendaient compte de cette conférence, largement ignorée par les médias de masse, *The Economist*, écrivit de cette « démonstration de diplomatie féroce » que : « L'avenir de l'Ukraine, un pays de 48 millions d'habitants, et de l'Europe se décidait en temps réel. » Parmi les participants se trouvaient Bill et Hillary Clinton, l'ancien chef de la CIA le général David Petraeus, l'ancien secrétaire américain au Trésor, Lawrence Summers, l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, le ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt, Shimon Peres, Tony Blair, Gerhard Schröder, Dominique Strauss-Kahn, Mario Monti, le président lituanien Dalia Grybauskaitė, l'influent ministre des Affaires étrangères polonais, Radek Sikorski. Tant le président Viktor Ianoukovitch, renversé cinq mois plus tard, que son successeur récemment élu Petro Porochenko étaient présents. L'ancien secrétaire à l'énergie américain, Bill Richardson était là pour parler de la révolution du gaz de schiste que les États-Unis espèrent utiliser pour remplacer les réserves de gaz naturel de la Russie et ainsi affaiblir cette dernière. Le centre de la discussion portait sur « l'Accord de libre-échange approfondi et complet » (ALEAC) entre l'Ukraine et l'Union européenne, et la perspective de l'intégration de l'Ukraine à l'Occident. Le ton général était euphorique devant la perspective de briser les liens de l'Ukraine avec la Russie en faveur de l'Occident.

Une conspiration contre la Russie ? Pas du tout. Contrairement à Bilderberg, les délibérations ici n'étaient pas tenues secrètes. Face à plus d'une dizaine de personnalités américaines de haut niveau et un large échantillon de l'élite politique européenne se trouvait un conseiller de

Poutine nommé Sergueï Glaziev, qui a clairement explicité la position de la Russie.

Glaziev a introduit une dose de réalisme politique et économique dans la conférence. *Forbes* a rendu compte à l'époque de la « différence frappante » entre les points de vue russes et occidentaux « non pas sur l'opportunité de l'intégration de l'Ukraine avec l'UE, mais plutôt sur son impact probable. » Contrairement à l'euphorie de l'Ouest, le point de vue russe était fondé sur des « critiques économiques très précises et pointues » sur l'impact de l'accord sur l'économie de l'Ukraine, en notant que l'Ukraine souffrait d'un énorme déficit extérieur, financé par des emprunts à l'étranger, et que l'augmentation substantielle d'importations de l'Occident qui résulterait de l'accord ne pouvait que faire gonfler le déficit. L'Ukraine « soit se retrouvera en cessation de paiements, soit devra être renflouée par un important plan de sauvetage ». Le journaliste de *Forbes* a conclu que « la position de la Russie est beaucoup plus proche de la vérité que les belles paroles émanant de Bruxelles et de Kiev. »

Quant à l'impact politique, Glaziev a souligné que la minorité russophone dans l'Est de l'Ukraine pourrait être incitée à diviser le pays en signe de protestation contre la rupture des liens avec la Russie, et que la Russie serait légalement en droit de les soutenir, selon le *Times* de Londres.

En bref, lors de la planification de l'intégration de l'Ukraine dans la sphère occidentale, les dirigeants occidentaux étaient parfaitement conscients que cette initiative entraînerait de sérieux problèmes avec les Ukrainiens russophones, et avec la Russie elle-même. Plutôt que de chercher à trouver un compromis, les dirigeants occidentaux ont décidé d'aller de l'avant et de condamner la Russie pour tout ce qui pouvait mal tourner. La première chose qui a mal tourné fut la reculade de M. Ianoukovitch devant la perspective d'un effondrement économique qui serait impliqué par l'accord commercial avec l'Union européenne. Il a repoussé la signature, dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions. Puisque rien de tout cela n'avait été expliqué clairement à la population ukrainienne, des protestations indignées s'ensuivirent, qui ont été rapidement exploitées par les États-Unis... contre la Russie.

L'Ukraine, comme pont... ou comme talon d'Achille

L'Ukraine, un terme qui signifie frontière, est un pays sans frontières historiques clairement définies qui a été étendu à la fois trop à l'Est et trop à l'Ouest. L'Union soviétique était responsable de cette situation, mais l'Union soviétique n'existe plus, et le résultat est un pays sans identité unifiée

et qui pose problème pour lui-même et pour ses voisins.

Il a été étendu trop à l'Est, en intégrant un territoire qui pourrait tout aussi bien appartenir à la Russie, dans le cadre d'une politique générale visant à distinguer l'URSS de l'empire tsariste, par l'élargissement de l'Ukraine au détriment de sa composante russe et pour démontrer ainsi que l'Union soviétique était vraiment une union entre des républiques socialistes égales. Tant que toute l'Union soviétique était gérée par une direction communiste, ces frontières n'avaient pas trop d'importance.

Le territoire de l'Ukraine a été étendu trop à l'Ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Union soviétique victorieuse a déplacé la frontière de l'Ukraine pour y inclure les régions de l'Ouest, dominées par la ville diversement nommée Lviv, Lwow, Lemberg ou Lvov, selon qu'elle appartenait à la Lituanie, la Pologne, l'Empire des Habsbourg ou l'URSS, régions qui sont devenues un foyer de sentiments anti-russes. Cela fut sans doute conçu comme une mesure défensive, pour neutraliser des éléments hostiles, mais cela a créé cette nation fondamentalement divisée qui constitue aujourd'hui une mare d'eaux troubles parfaite pour des puissances hostiles qui veulent venir y pêcher.

L'article de Forbes précité soulignait que : « Au cours de la majeure partie des cinq dernières années, l'Ukraine jouait à un double jeu, en racontant à l'UE qu'elle était intéressée par la signature de l'ALEAC tout en racontant aux Russes qu'elle était intéressée à se joindre à l'union douanière. Soit Ianoukovitch n'arrivait pas à se décider, soit il essayait d'obtenir le maximum de chaque côté, en faisant monter les enchères. Quoi qu'il en soit, il n'a jamais été « l'homme de Moscou », et sa chute doit beaucoup sans doute au fait qu'il a joué sur deux registres opposés, un jeu dangereux.

On peut néanmoins affirmer qu'il fallait quelque chose qui jusqu'à présent semblait faire totalement défaut en Ukraine : une direction reconnaissant la nature divisée du pays et œuvrant avec diplomatie pour trouver une solution capable de satisfaire les populations locales et leurs liens historiques avec l'Occident catholique et la Russie. En bref, l'Ukraine pourrait être un pont entre l'Orient et l'Occident – ce qui, d'ailleurs, était précisément la position russe. La position de la Russie n'a pas été de diviser l'Ukraine, encore moins de la conquérir, mais de faciliter son rôle de pont. Cela impliquerait un degré de fédéralisme, d'administration locale, qui, jusqu'ici, fait entièrement défaut dans ce pays, avec les gouverneurs locaux non pas élus mais nommés par le gouvernement central à Kiev. Une Ukraine fédérale pourrait à la fois développer

des relations avec l'UE et maintenir ses relations économiques vitales (et rentables) avec la Russie.

Mais un tel arrangement nécessiterait que l'Occident soit prêt à coopérer avec la Russie. Les États-Unis ont ouvertement opposé leur veto à cette possibilité, préférant exploiter la crise afin de marquer au fer rouge la Russie comme étant « l'ennemi ». [...]]

Le retour du racket de la 'Protection'

Mais tout d'abord, les États-Unis ont besoin de l'ennemi russe pour « sauver l'Europe », ce qui est une autre manière de dire 'afin de continuer à dominer l'Europe'. Les décideurs à Washington semblaient inquiets que la focalisation d'Obama sur l'Asie et la négligence de l'Europe pourraient affaiblir le contrôle des États-Unis sur ses alliés de l'OTAN. Les élections du 25 Mai au Parlement européen ont révélé une grande désaffection à l'égard de l'Union européenne. Cette désaffection, notamment en France, est liée à une prise de conscience croissante que l'UE, loin d'être une alternative potentielle aux États-Unis, est en réalité un mécanisme qui verrouille les pays européens dans une mondialisation définie par les États-Unis, les soumettant au déclin économique et à la politique étrangère étatsunienne, y compris les guerres.

L'Ukraine n'est pas la seule entité qui a été trop étendue. L'UE aussi. Avec 28 membres de différentes langues, cultures, histoires et mentalités, l'UE n'est pas en mesure de s'entendre sur une politique étrangère autre que celle imposée par Washington. L'extension de l'UE aux anciens satellites d'Europe de l'Est a totalement détruit toute possibilité de consensus profond entre les pays de la Communauté économique d'origine : France, Allemagne, Italie et les pays du Benelux. La Pologne et les pays baltes voient l'adhésion à l'UE comme utile, mais leurs cœurs sont en Amérique - où beaucoup de leurs dirigeants les plus influents ont été éduqués et formés. Washington est en mesure d'exploiter l'anti-communisme, les sentiments anti-russes et même la nostalgie pro-nazie de l'Europe du nord-est pour lancer la fausse alarme « les Russes arrivent ! » afin de gêner le partenariat économique grandissant entre l'ancienne UE, notamment l'Allemagne, et la Russie.

La Russie n'est pas une menace. Mais pour les russo-phobes bruyants dans les États baltes, l'Ukraine occidentale et la Pologne, l'existence même de la Russie est une menace. Encouragée par les États-Unis et l'OTAN, cette hostilité endémique constitue la base politique pour un nouveau « rideau de fer » destiné à atteindre l'objectif énoncé en 1997 par Zbigniew Brzezinski dans Le grand

échiquier : garder le continent eurasiatique divisé afin de perpétuer l'hégémonie mondiale des États-Unis. L'ancienne guerre froide a servi à cela, en cimentant la présence militaire des États-Unis et leur influence politique en Europe occidentale. Une nouvelle guerre froide peut empêcher l'influence américaine d'être diluée par de bonnes relations entre l'Europe occidentale et la Russie.

Obama est venu en Europe en brandissant la promesse de « protéger » l'Europe, en installant des troupes dans des régions aussi proches que possible de la Russie, tout en ordonnant en même temps à la Russie de retirer ses propres troupes, sur son propre territoire, encore plus loin de l'Ukraine troublée. Cela semble destiné à humilier Poutine et à le priver de soutien politique chez lui, au moment où des protestations s'amplifient dans l'Est de l'Ukraine contre le leader russe, où on lui reproche d'avoir abandonné les habitants de cette région aux tueurs envoyés par Kiev.

Pour resserrer l'emprise des États-Unis sur l'Europe, les États-Unis utilisent cette crise artificielle pour exiger que leurs alliés endettés dépensent encore plus pour la « dé-

fense », notamment par l'achat de systèmes d'armes américains. Bien que les États-Unis soient encore loin d'être en mesure de répondre aux besoins énergétiques de l'Europe avec leur gaz de schiste, cette perspective est saluée comme un substitut aux ventes de gaz naturel russe - stigmatisées comme un « moyen d'exercer une pression politique », pressions dont les hypothétiques ventes de gaz US seraient innocentes. Des pressions sont exercées sur la Bulgarie et même la Serbie pour bloquer la construction du gazoduc South Stream qui acheminera le gaz russe vers les Balkans et l'Europe du Sud. [...]

Diana Johnstone

Publié le 10 juin 2014

Le texte intégral de l'article peut être lu sur notre mailing list et dans la version électronique de notre bulletin Alerte Otan n°53 www.csotan.org ainsi que sur <http://www.legrandsoir.info/ukraine-nouveau-rideau-de-fer.html>

Des néo-nazis ont voulu s'emparer d'une centrale nucléaire

La police ukrainienne a empêché des hommes armés d'entrer dans la plus grande centrale nucléaire d'Europe dans le sud-est de l'Ukraine.

— La voix de la Russie

Dans une vidéo où on les voit, semble-t-il, après leur arrestation, ces hommes disent appartenir au Secteur Droit. Des hommes armés ont été arrêtés jeudi à l'entrée de la ville de Energodar, près de la centrale nucléaire de Zaporizhia, a annoncé vendredi le service de presse de la centrale dans un communiqué sur son site Web. Les responsables de la centrale indiquent que cet incident n'a pas affecté le fonctionnement de la centrale. Cependant la sécurité a été renforcée sur le site et dans toute la ville de Energodar. Plusieurs cars pleins d'hommes, disant appartenir au célèbre groupe néo-nazi Secteur Droit, ont été arrêtés à un checkpoint près de Energodar, selon la Komsomolskaya Pravda ukrainienne. Les hommes, qui étaient armés et cagoulés,

ont dit qu'ils venaient « protéger la centrale nucléaire et la ville contre une éventuelle attaque », a rapporté le journal. Nous étions venus protéger la ville mais la police nous a arrêtés et encerclés », a dit un membre du Secteur Droit au journal Ukrainien.

Dans la vidéo les hommes se présentent comme des membres du Secteur Droit de la région de Zaporizhia (Zaporozhye), et ajoutent qu'ils sont venus protéger la centrale contre les militants qui voudraient « hisser des drapeaux russes » dans la ville. L'information [dans les médias] selon laquelle ce groupe appartiendrait au secteur Droit est erronée », lit-on sur le site du groupe d'extrême-droite. « Le Secteur Droit dément officiellement avoir tenté d'investir la centrale nucléaire de Zaporizhia. »

Traduit par Dominique Muselet

Publié le 18 mai 2014

Le texte intégral de l'article peut être lu sur notre mailing list et dans la version électronique de notre bulletin Alerte Otan n°53 www.csotan.org
Pour consulter l'originale <http://rt.com/news/159640-ukraine-gunmen-nuclear-plant/>

La balkanisation de l'Irak

Si ce qu'on est en train de raconter à Washington était vrai, que les USA ont été pris par surprise par l'offensive irakienne de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), le président Obama devrait immédiatement destituer les dirigeants de la Communauté d'intelligence, formée par la Cia et par de nombreuses autres agences fédérales qui espionnent et conduisent des opérations étasuniennes secrètes à l'échelle mondiale.

combattu lui aussi en Libye, a été tué le 8 février 2014 en Syrie dans un affrontement avec un groupe d'Al Qaida, auparavant son allié. Quand a commencé la guerre secrète pour abattre le président Assad, de nombreux militants sont passés de Libye en Syrie, en s'unissant à ceux, en majorité non Syriens, provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie et autres pays. L'EIIL a construit une grande partie de sa force justement en Syrie, où les « rebelles », infiltrés de Turquie et Jordanie, ont été approvisionnés en armes, provenant aussi de Croatie, à travers un réseau organisé par la Cia (dont l'existence a même été documen-

tée par une enquête du *New York Times* du 26 mars 2013).

Est-il possible que la Cia et les autres agences étasuniennes –dotées d'un dense réseau d'espions, de drones efficients et de satellites militaires– fussent ignorants du fait que l'EIIL préparait une offensive massive contre Bagdad, annoncée par une série d'attentats ? Evidemment non. Pourquoi alors Washington n'a-t-il pas donné l'alarme avant le début de cette offen-

sive ? Parce que son objectif stratégique n'est pas la défense, mais le contrôle de l'Etat irakien.

— Il Manifesto

Sans aucun doute, au contraire, ont-ils été félicités, en privé, par le président. L'EIIL est en fait fonctionnelle à la stratégie étasunienne de démolition des Etats à travers la guerre secrète. Plusieurs de ses chefs proviennent des formations islamiques libyennes qui, d'abord classifiées comme terroristes, ont été armées, entraînées et financées par les services secrets USA pour renverser Kadhafi. C'est l'EIIL même qui le confirme, en commémorant deux de ses commandants libyens : Abu Abdullah al Libi, qui a combattu en Libye avant d'être tué par un groupe rival en Syrie le 22 septembre 2013 ; et Abu Dajana qui, après avoir

Après avoir dépensé dans la seconde guerre en Irak plus de 800 milliards de dollars pour les opérations militaires, qui se montent à 3 mille milliards si l'on considère tous les coûts y compris ceux sanitaires, les Etats-Unis voient maintenant la Chine de plus en plus présente en Irak : elle lui achète environ la moitié de sa production pétrolière, en forte augmentation, et effectue de gros investissements dans son industrie d'extraction. Pas seulement. En février, durant la visite du ministre des Affaires étrangères Wang Yi à Bagdad, les deux gouvernements ont signé des accords prévoyant aussi des fournitures militaires par la



Chine. En mai le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a participé à Shanghai, à la Conférence sur les mesures d'interaction et de renforcement de la confiance en Asie, avec Hassan Rouhani, le président de l'Iran. Pays avec qui le gouvernement al-Maliki a signé en novembre dernier un accord, défiant l'embargo voulu par Washington, qui prévoit l'achat d'armes iraniennes pour un montant de 195 millions de dollars.

C'est sur ce fond que se place l'offensive de l'EIIL, qui met le feu à l'Irak en trouvant une matière inflammable dans la rivalité sunnites-chiites acérée par la politique de al-Maliki. Ceci permet aux Etats-Unis de relancer leur stratégie

pour le contrôle de l'Irak. Dans ce cadre, on ne perdra pas de vue le plan, qu'a fait passer au Sénat en 2007 l'actuel vice-président Joe Biden, qui prévoit « le décentrement de l'Irak en trois régions semi autonomes : kurde, sunnite et chiite », avec un « gouvernement central limité à Bagdad ». En d'autres termes, le démembrement de l'Irak.

Manlio Dinucci ,

Traduit de l'italien par M.A. Patrizio

Publié le 17 juin 2014

Les forces US ont lancé des armes à uranium appauvri dans des zones civiles en Irak en 2003

— **The Guardian** (résumé de l'article « *US fired depleted uranium at civilian areas in 2003 Iraq war, report finds* »)

Les coordonnées précises révélant où les avions et les tanks US ont tiré 10.000 projectiles à l'uranium appauvri en Irak en 2003 ont été obtenues par le groupe pacifiste néerlandais Pax. C'est la première fois que ce genre d'informations est rendu public, malgré toutes les requêtes du Programme de l'ONU pour l'Environnement (PNUE) et celles du gouvernement irakien. Les informations font apparaître clairement que des projectiles à l'uranium appauvri ont été lancés sur ou près de régions peuplées d'Irak, telles que Samawah, Nasiriyah et Basrah.

PAX estime que plus de 300 sites en Irak ont été contaminés par l'uranium appauvri, et qu'il en coûterait au moins 30 millions de dollars pour les nettoyer...

Les forces US avaient donné les coordonnées GPS des projectiles à l'uranium appauvri, ainsi qu'une liste des cibles et du nombre de tirs, au ministère néerlandais de la Défense qui était inquiet pour ses troupes stationnées l'an passé dans ces zones. Le ministère a ensuite transmis ces coordonnées à PAX, en réponse à une demande d'informations...

On estime que plus de 300.000 projectiles à l'uranium appauvri ont été tirés pendant la guerre de 2003 en Irak, la grande majorité par des forces US. Une petite partie a été lancée par des tanks britanniques – les coordonnées

en avaient été transmises au PNUE...

Le député du Parti Démocrate au Congrès américain, Jim McDermott, presse actuellement le Département US de la Défense de publier toutes les coordonnées des tirs à l'uranium appauvri. « Ces armes ont eu de terribles conséquences pour les civils irakiens », dit-il. *Le minimum que les USA puissent faire est de fournir les renseignements précis au gouvernement irakien, afin que celui-ci puisse commencer le complexe processus de nettoyage* ». Le Département de la Défense n'y a donné aucune suite. Une source militaire s'est déclarée « étonnée » que le gouvernement néerlandais ait rendu publiques des informations aussi sensibles.

Rob Edwards

Publié le 17 juin 2014

Cette note est un résumé de l'article *US fired depleted uranium at civilian areas in 2003 Iraq war, report finds*, de Rob Edwards, publié par The Guardian le 17.6.2014. L'article est disponible sur <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/19/us-depleted-uranium-weapons-civilian-areas-iraq>

La majorité des Belges ne veut pas des nouveaux avions de combat

Le prochain gouvernement devra prendre une décision sur le remplacement des avions de combat F-16. Dans quelques années, (période 2023-2028) ces avions auront accompli leur maximum d'heures de vol.

—Vrede (*extrait*)

Les résultats d'une enquête menée par l'Université d'Anvers auprès de la population belge à propos de ces achats, ne manquent pas d'intérêt. Il en ressort que près de la moitié (47%) des Belges ne sont pas d'accord avec l'idée que « l'armée belge doit investir dans le remplacement des avions de combat F-16 ». Un quart seulement serait d'accord. L'Institut Flamand de la Paix fait aussi remarquer que 28% des personnes sondées n'ont pas encore d'opinion sur le dossier, estimant les informations fiables sont insuffisantes pour se faire une opinion.

Débat sur la Défense

Le débat sur l'achat de nouveaux avions de combat ne peut être séparé du débat national sur la Défense : Que voulons-nous faire avec notre armée qui, depuis la fin de la guerre froide, s'est réorientée, en lien avec l'UE et l'Otan, en armée d'intervention (ou corps expéditionnaire ?). L'Otan s'est en particulier s'est révélée être une machine de guerre capable sans doute de gagner militairement sur les champs de bataille, mais pas gagner la guerre – comme on le voit de toute évidence en Afghanistan et en Libye. Ces pays sont extrêmement désarticulés et menacent de se

désintégrer. On voit actuellement les conséquences d'une politique d'intervention militaire dans un pays comme l'Irak qui vit dans un profond chaos. L'approche presque exclusivement militaire a démontré à de nombreuses reprises, son échec. Il est temps de mener un débat en profondeur à ce sujet et de remettre en question notre appartenance à cette alliance agressive et ineffective.

L'OTAN veut une augmentation des budgets militaires

La Belgique subit une grande pression de l'OTAN pour augmenter son budget militaire dans le but, surtout, d'acheter de matériel militaire. La norme OTAN pour le budget de la Défense est de 2% du PIB. La Belgique n'y consacre « que » 2,7 milliards par an, (hors pensions des militaires), soit environ 1% du PIB. Si on veut suivre l'OTAN, le budget de la Défense belge devrait doubler. Ce sujet sera certainement à l'ordre du jour du prochain Sommet de l'Otan en septembre au Pays de Galles.

Que voulons-nous faire de notre armée ? N'est-il pas possible d'organiser à meilleur compte et plus efficacement, dans un cadre non militaire, la « Responsabilité de Protéger » ? Un certain nombre de voix issues des milieux politiques, académiques, et journalistique sont en train de s'élever pour demander une hausse du budget de la Défense « pour prendre nos responsabilités vis-à-vis de nos partenaires de l'OTAN » Mais, pendant ce temps, le budget destiné à la coopération au développement – qui est la seule manière d'assumer réellement la R2P, la responsabilité de protéger – est en chute libre et atteint à peine la moitié du budget de la Défense. La Belgique s'est seulement engagée à atteindre un budget de développement de 0,7% du PIB.

Ludo de Brabander
Publié le 16 juin 2014

MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos et commentaires au sujet de la politique de guerre otanienne.

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse
alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr

Jeunes Djihadistes belges en Syrie, héros d'une révolution ?

A l'instar de nombreux européens, des jeunes djihadistes belges ont tenté de rejoindre la Syrie afin de faire la « guerre sainte contre le régime de Bachar Al Assad ». Souvent mineurs et inexpérimentés, ces djihadistes partent à l'insu de leurs parents en laissant tout derrière eux.

On se pose des questions concernant ces jeunes candidats spontanés endoctrinés par des groupuscules islamistes, d'autant plus qu'on se trouve face à une désinformation massive de nos médias et un mensonge collectif de la part d'une opposition syrienne prétendument pacifiste. Beaucoup de questions également, quant à la responsabilité de nos dirigeants politiques belges, des responsables de l'Union Européenne et de leurs amis islamistes de Turquie, d'Arabie Saoudite et du Qatar.

Fin 2013, le journal La Dernière Heure titrait : «Des camps d'entraînement pour jeunes djihadistes dans les Ardennes». L'info fut relayée par Sud Presse et Het Nieuwsblad. Selon leurs sources, un bien curieux appel avait été lancé sur Facebook à l'initiative d'un certain Abou-Moussa, un islamiste radical proche de Fouad Belkacem (Sharia4Belgium). Cet appel invitait des jeunes djihadistes aux camps d'entraînement pour assimiler le b.a-ba de la guerre sainte au cœur même de la province du Luxembourg. «Il reste encore sept ou huit places disponibles» précisait le message.

Selon la Ministre de l'Intérieur Joëlle Milquet (CDH), les services compétents étaient au courant du message posté sur Facebook et ils étaient prêts à intervenir avec les polices locales au cas où des faits répréhensibles seraient commis ou si l'ordre public était menacé.

Pendant le mois d'avril 2013, la Ministre de l'Intérieur s'était rendue à Washington pour rencontrer la CIA et le FBI, dans le but de les « consulter sur la lutte contre le terrorisme ». Or les rapports des commissions d'enquête

sur le terrorisme en Libye et en Syrie, rédigés par des anciens des services secrets français et autres disent que c'est Washington (donc la CIA) qui avait «sous traité» au Qatar et Arabie Saoudite l'envoi de ces milices fanatiques et terroristes pour renverser Bachar Al Assad. On peut se poser la question si la démarche de Mme Milquet de consulter ces organismes ne revenait pas à engager un pyromane comme pompier?

Le 26 du même mois, le Ministre des Affaires Étrangères Didier Reynders (MR), dans un interview à Bel RTL avait déclaré à propos de djihadistes belges : «on leur construira peut-être un monument comme héros d'une révolution».

Laurette Onckelinx, vice-première ministre (PS), allait jusqu'à comparer les djihadistes belges aux jeunes qui s'engageaient dans les Brigades internationales pour défendre la révolution espagnole en 1936-38.

L'Euro-parlementaire Isabelle Durant (Ecolo) appelait les Etats - Unis à bombarder Damas : «Ne pas bombarder ça tue aussi des milliers de gens». Ces propos ne sont pas loin de ceux d'un ministre français qui a osé dire, «Les gars du «Jabhat Al Nosra» (succursale de Al Qaida en Syrie) font du bon boulot».

Alors, quand on fait un résumé de la situation, comment s'étonner que des jeunes, qui peut-être cherchent à se défaire de leur mal-être ou qui cherchent à donner un sens à leur vie ou - qui sait? - une reconnaissance sociale même à titre posthume, tombent dans le piège de groupes islamistes «bénéficiant d'une certaine liberté de mouvement» dans notre pays ? Comment s'étonner de leur confusion, quand ils sont abreuvés des discours insidieux de la part de certains médias, comme Al-Jazeera, infos recopiées ensuite par les TV belges et européennes, qui dans une désinformation sans borne prennent la défense d'une cause pourrie ?

Patricia Villalon

Ont contribué à la réalisation de ce numéro

Georges Berghezan • Vladimir Caller • Ludo De Brabander (Vrede) • Manlio Dinucci • Diana Johnstone • Marie-Ange Patrizio • Macha Piérart • Claudine Pôlet • Marcel Poznanski • Van de Velde Lore (Mise en page) • Patricia Villalon

Sarajevo Peace Event 2014, un événement ambigu

Du 6 au 9 juin, le Sarajevo Peace Event 2014 s'est déroulé dans la capitale de Bosnie-Herzégovine. Ces quatre jours de conférences et de débats se voulaient le principal événement pacifiste de l'année.

Le lieu et la date étaient destinés à rappeler que, près d'un siècle plus tôt, dans cette même ville, était assassiné l'archiduc François-Ferdinand, prince héritier de l'Empire austro-hongrois, attentat qui donna à l'Autriche-Hongrie un prétexte pour déclarer la guerre à la Serbie, agression qui mena à la Première guerre mondiale.

Le Peace Event a consisté en 190 ateliers, cinq tables-rondes et une « assemblée de paix » sur des sujets comme le militarisme, la non-violence, la justice sociale, la réconciliation ou le rôle des femmes, ainsi qu'en une cérémonie d'ouverture et une de clôture. Ces deux cérémonies ont dégouliné de paroles creuses et de bons sentiments, avec notamment la participation de Reiner Braun, responsable du Bureau international de paix et de No to NATO, la Prix Nobel irlandaise Mairead Maguire, Ibrahim Spahic, pacifiste local « officiel », aligné sur Izetbegovic pendant la guerre de Bosnie, et de représentants des autorités locales.

Quant aux ateliers et tables-rondes, le meilleur et le pire ont alterné. Dans le meilleur, citons notamment le brillant économiste/historien serbo-britannique Andreja Zivkovic, de l'association Marx 21, qui a exploré le mouvement socialiste antiguerre et le projet de fédération balkanique, vivace au XIX^e siècle, pour conclure sur la nécessité, pour les peuples de la région, de rejeter l'intégration au sein de la zone euro et même l'Union européenne¹. Citons également un atelier sur « l'Europe entre guerre et paix », ayant rassemblé notamment Ludo De Brabander (Vrede), Reiner Braun et un membre de la société civile ukrainienne, ainsi que le seul débat sur l'OTAN, avec notamment Joseph Gerson, de l'American Friends Service Committee. Malheureusement, très souvent, ces ateliers se sont tenus dans de petites salles ou à l'écart du centre-ville, avec un nombre réduit de participants.

Pour le reste, les ateliers et tables-rondes ont souvent été très décevants, en particulier ceux qui étaient organisés

dans les principales salles dévolues au Peace Event. Des ateliers consacrés à l'Ukraine et la Syrie se sont révélés être d'un unilatéralisme sidérant, les seuls orateurs prévus, notamment de soi-disant représentants de la société civile, étant clairement alignés sur la vision des Etats-Unis sur ces conflits, et fondamentalement hostiles aux autorités en place à Moscou et à Damas. Plusieurs ateliers sur la non-violence ou la réconciliation, notamment dans le contexte ex-yougoslave, ne visaient qu'à conforter un manichéisme où les seules responsabilités dans les conflits balkaniques incomberaient à la partie serbe, alors que Croates, Bosniaques ou Albano-kosovars étaient présentés comme d'innocentes victimes. Il faut également remarquer que plusieurs de ces réunions semblent avoir été organisés par quelques responsables français d'associations comme le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), l'Assemblée européenne des citoyens ou le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM).

Quant au nombre de participants, il est difficile à chiffrer. Seule la cérémonie d'ouverture a attiré la grande foule, un bon millier de personnes. La plupart des ateliers ne rassemblaient que quelques dizaines de participants, parfois nettement moins. En tout cas, on a été nettement moins des 2500 personnes annoncées par les organisateurs et la grande majorité des jeunes et des militants de Sarajevo, comme les animateurs de la contestation sociale, qui a débuté en février et se poursuit vaille que vaille, n'étaient visiblement pas au courant de la tenue de ce forum.

Des sponsors douteux

Dès leur arrivée sur les lieux, les participants ont été étonnés, et certains choqués, par le fait que les volontaires bosniens chargés de l'accueil et de la logistique arboraient des T-shirts frappés du logo de USAID, agence gouvernementale des Etats-Unis en charge, notamment, du soutien à une certaine société civile dans les pays ex-communistes. Cette organisation, connue pour avoir déboursé des milliards pour la promotion de « révolutions orange » dans des pays comme l'Ukraine, figurait en effet parmi les principaux financeurs du Sarajevo Peace Event, aux côtés de quelques firmes, fondations, organisations religieuses et des ministères des Affaires étrangères de Finlande et de France. Il est particulièrement choquant qu'un événement pacifiste soit organisé avec le soutien financier de grandes

¹ Voir un de ses textes très proche du sujet de ses exposés sur <http://www.contretemps.eu/interventions/balkans-peuples-balkans-0> (en français).

puissances disposant d'un arsenal nucléaire et multipliant les interventions militaires à travers le monde. En outre et même si les organisateurs assurent que les sponsors n'ont pas pesé sur le programme ou la nature des débats, on est en droit de se demander si le caractère nettement orienté de plusieurs ateliers et tables-rondes n'a pas été discrètement influencé par ceux-ci. Par exemple, on peut se demander si ceux-ci n'ont pas financé la présence de plusieurs activistes « djihadono-violents » syriens ou « droits-de-l'homme anti-russes » ukrainiens. Le doute subsistera tant que les organisateurs refuseront de livrer les détails du financement de l'événement.

Quoi qu'il en soit, à l'initiative du CSO et de la militante germano-étatsunienne, Elsa Rassbach, une pétition a circulé à Sarajevo, déclarant « inappropriée l'acceptation par les organisateurs d'un soutien financier provenant d'Etats dont la politique étrangère est basée sur la confrontation plutôt que sur le dialogue ». Outre le CSO, Vrede et une douzaine d'individus, dont un député allemand et un vice-président du Bureau international de la Paix, l'ont signée. Quelques personnes, visiblement mises sous pres-

sion, l'ont signée, puis ont retiré leur signature.

En fin de compte, un des enseignements de ce Peace Event est que les Etats-Unis, via USAID, déploient des efforts pour annexer les sociétés civiles d'Europe de l'Est, par exemple en Bosnie et en Ukraine, et infiltrer ainsi le mouvement de paix européen. Ils disposent de relais à l'Ouest, notamment dans le mouvement « non-violent » et « citoyen », également sous l'influence de lobbies atlantistes, dont l'idéologie revient à opposer les « gentils démocrates épris de paix » et les « méchants dictateurs bellicistes et génocidaires ».

Il importe donc que le mouvement de paix fixe des critères précis pour les financements qu'il pourra accepter dans le futur. Pour le CSO, il est en tout cas clair que l'argent provenant d'Etats bellicistes et impérialistes doit être rejeté. Si l'argent n'a pas d'odeur, il est certainement le meilleur moyen pour dénaturer et corrompre un mouvement de paix.

Georges Berghezan

Le texte de la pétition « USAID A SARAJEVO 2014 »

originellement en bosnien (serbo-croate) et en anglais

Nous soussignés, participants au „Sarajevo Peace Event 2014“, estimons important d'exprimer notre consternation de découvrir que le ministère français des Affaires étrangères et l'agence officielle étatsunienne, USAID, sont parmi les sponsors de cet événement.

Ayant à l'esprit que le but principal de cet événement est de promouvoir le dialogue, et non la violence, nous considérons pour le moins inapproprié l'acceptation par les organisateurs d'un soutien financier provenant d'Etats dont la politique étrangère est basée sur la confrontation plutôt que sur le dialogue.

Sarajevo, 09 avril 2014

Signataires

Comité de surveillance OTAN (CSO, Belgium)+Vrede (Belgium)+Alicia Cabezundo, Co Vice President of the International Peace Bureau (IPB)+Neven Djenadija, Belgrade Peace Forum+Mamdouh Habashi, Egyptian Socialist Party+Heike Haensel, Member of German Parliament (Bundestag), Die Linke (Left Party)+June Kelly (Ireland)

David Kettman (Germany)+Samuel Legros (Belgium)+Narmi Joanna Michejda (Poland)+Thomas Mickan (Germany)

Pere Ortega (Spain)+Elsa Rassbach, Member Code Pink & United National Antiwar Coalition (UNAC, USA)+Torsten Schleip, Speaker of the DFG VK (German section of the War Resisters International)

Commémoration du 69ème anniversaire de la tragedie de Hiroshima et de Nagasaki

Samedi 9 août 2014

« LE DESARMEMENT NUCLEAIRE CE N'EST PAS POUR DEMAIN ! »

Au PARC HIBAKUSHA – UNIVERSITE DE MONS

Plaine de Nimy - Chaussée de Bruxelles - Mons

11 h 00 :	Accueil des participants
11 h 15 :	Allocution des différentes associations
11 h 45 :	Dépôt de fleurs
-	1 minute de silence à la mémoire des victimes du nucléaire

12 h 00 :	Collation au forum

13 h 30 :	Conférence-débat sur différents aspects du nucléaire

Avec la participation de :

- Luc Mampaey (GRIP)
« Le pacifisme à l'heure du désarmement nucléaire : pièges et enjeux »
- Michel Wautelet (CEAH - UMONS)
« Des armes nucléaires plus précises. Ça sert à quoi ? »
- Ludo De Brabander (VREDE)
« La politique nucléaire de l'OTAN »

Présentation : Robert Fourneau (CEAH)

Modérateur : Claudine Pôlet (Comité Surveillance Otan)

Avec la collaboration de l'AMPGN, CEAH, CNAPD, COLUPA, CSO, UN MONDE SANS GUERRE, INTAL, MCP, UMONS, VREDE, VREDESACTIE, AGIR POUR LA PAIX



Renseignements : 02 / 376 10 93

Editeur responsable : M. Piérart-R